

Où en est la Chine ?

À l'heure où la montée en puissance de la Chine déploie ses effets spectaculaires sur la scène internationale, sur le plan économique et sur le plan diplomatique; à l'heure où les analystes – à commencer par ceux du *National Intelligence Council* américain – imaginent ce que pourrait être l'ordre du monde dans une vingtaine d'années si la poussée de la Chine et l'émergence nouvelle de l'Inde se confirmaient, ce numéro de *Transcontinentales* consacre son dossier aux évolutions internes du pays le plus peuplé de la planète. Depuis que la croissance forte et continue de l'économie chinoise s'est affirmée, des experts d'obédiences diverses s'interrogent sur la durabilité du succès chinois. Deux contradictions mettraient en péril la Chine façonnée par les réformes lancées, en 1978, par Deng Xiaoping. L'une, frontale, opposerait l'ouverture de l'économie à la fermeture du système politique. La libéralisation du marché ne pourrait s'accommoder du règne du parti unique. Le « capitalo-communisme » serait tout autant un oxymore que le « socialisme de marché ». L'autre, plus technique, prendrait corps dans l'incapacité du régime à mener comme il le faudrait les réformes économiques. La fragilité du système bancaire chinois, écrasé sous ses mauvaises dettes, n'en serait qu'un des éléments les plus symptomatiques et les plus dangereux. Ces grilles de lecture ont conduit les observateurs les plus imprudents à prédire rien moins que l'effondrement de la Chine¹.

Il ne s'agit pas ici de sous-estimer l'ampleur des problèmes auxquels la Chine est confrontée. Les autorités elles-mêmes en reconnaissent aujourd'hui un bon nombre². Les efforts récents du gouvernement pour *réduire* la croissance – apparent paradoxe pour une puissance émergente – illustrent de façon emblématique les risques de tous ordres qu'apportent à la fois la surchauffe de l'économie (+11,3 % de croissance du PNB au premier trimestre 2006, alors que le gouvernement visait 8 % pour l'ensemble de l'année) et les conséquences mal contrôlées du dynamisme d'un modèle presque trentenaire, celui de la croissance à tout prix : inégalités grandissantes et corruption, dégradation environnementale, déséquilibres entre villes et campagnes, problèmes de gouvernance dans les provinces et à la base. Mais aussi problèmes macro-économiques posés par un surinvestissement pouvant conduire à

1 – Gordon G. Chang, *The Coming Collapse of China*, New York, Random House, 2001. Bien imprudemment, Chang prédisait en 2001 l'effondrement économique de la Chine à court terme à la suite de son entrée programmée dans l'Organisation mondiale du commerce, qui ne pouvait qu'accroître ses contradictions à tous égards.

2 – Un dossier a été consacré à ces problèmes dans le mensuel de la République des idées, sous le titre « La Chine et ses faiblesses » : *La vie des idées*, n° 9, février 2006.

une surproduction dangereuse dans un marché où la demande interne est trop faible par rapport à une capacité d'exportation impressionnante, et cependant soumise par nature aux aléas de la politique économique des pays importateurs. Aujourd'hui quatrième puissance économique mondiale par son PIB, la Chine est la troisième puissance commerciale, rappelle d'emblée Françoise Lemoine dans la nouvelle édition de son ouvrage de référence sur l'économie chinoise³.

Les silences du régime sont aussi révélateurs. Le trentième anniversaire de la mort de Mao Zedong, le 9 septembre 1976, a été célébré dans la discrétion, et l'écriture officielle de la mémoire nationale fait toujours très peu de cas, voire occulte, des mouvements qui ont pourtant marqué l'histoire, qu'il s'agisse de la Révolution culturelle lancée en 1966 ou, à l'inverse, des « événements » (pieuse litote) de la place Tiananmen. Les dirigeants ont donné plus de lustre à la publication des œuvres de l'ancien président Jiang Zemin, 80 ans en août 2006, et à sa « pensée essentielle » structurée autour de la théorie des « trois représentativités », qui appelle le Parti à porter et à servir « les forces productives d'avant-garde, la culture chinoise moderne et les intérêts fondamentaux du peuple ». En clair, il s'agit de trouver un nouveau compromis entre le Parti, les classes populaires pénalisées par la libéralisation et les classes montantes portant la grande transformation de l'économie chinoise : entrepreneurs, financiers, ingénieurs des nouvelles technologies et professionnels accompagnant ou analysant la transition en cours, des juristes aux universitaires, des chercheurs aux journalistes.

Transition, vraiment? Dans un ouvrage récent, *La condition chinoise*, Jean-Louis Rocca dénonce l'illusion de la thèse « transitologique », qui verrait dans les transformations impulsées par « la mise au travail capitaliste » de la Chine un moteur censé conduire, si tout se passait bien, vers une « démocratie de marché »⁴. Pour Rocca, cette interprétation est un leurre qui présuppose « une pseudo rationalité moderne » implicitement définie comme objectif de toute transition. Les textes ici réunis sans *a priori* théorique ou idéologique, nous paraissent conforter les réserves de Jean-Louis Rocca, sans pour autant invalider le terme de transition, qui revient dans plusieurs articles comme dans l'entretien les complétant, et qui donne au dossier son titre : « la transition chinoise ». Simplement, il est entendu que cette transition ne saurait être interprétée en fonction de la seule doxa qui ferait de « la démocratie de marché » sinon la fin de l'histoire, du moins l'unique modèle vers lequel tendre. Les rapports tortueux entre Parti communiste, réformes économiques et

3 – Françoise Lemoine, *L'économie de la Chine*, Paris, La Découverte, 2006, p. 3. Pour suivre au plus près les évolutions chinoises on peut renvoyer à *Perspectives chinoises*, la revue du Centre français d'études sur la Chine contemporaine de Hong Kong (six numéros par an), et au riche bulletin électronique *China Analysis-Les Nouvelles de Chine* d'Asia Centre, Centre études Asie (www.centreasia.org), miroir commenté de la presse chinoise en mandarin. Parmi les ouvrages récents portant sur la dialectique entre transformations internes et émergence sur la scène mondiale, voir Jean-Luc Domenach, *Où va la Chine?* Paris, Fayard, 2002 et François Gipouloux, *La Chine du XXI^e siècle. Vers une nouvelle superpuissance?* Paris, Armand Colin, 2005. Sortira prochainement chez Armand Colin un *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, coordonné par Thierry Sanjuan.

4 – Jean-Louis Rocca, *La condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1976-2004)*, Paris, Karthala, 2006.

résurgences nationalistes à multiples facettes⁵ témoignent bien d'un processus hors norme, à la mesure de l'expérience chinoise en cours.

Ce qui frappe en effet dans les divers articles qui suivent, bien plus qu'une avancée vers la « démocratie de marché », c'est la recherche par le pouvoir d'ajustements pragmatiques aux défis qui lui sont posés, tout en préservant l'hégémonie du Parti. Certes, la rhétorique chère au système reste de mise. Quand le régime entend contrôler les risques portés par la croissance des inégalités entre gagnants et perdants des réformes, il affiche comme slogan la volonté de construire une « société harmonieuse », en tentant par exemple d'encourager la politique sociale et environnementale des « entreprises citoyennes ». Dans la pratique, derrière l'écran des formules, l'ambiguïté est de mise. Les pratiques philanthropiques ou caritatives des grandes entreprises restent très mesurées. Elles sont pour les acteurs économiques, souligne Gilles Guiheux, « une façon d'acheter à bon compte une réputation, sans pour autant réformer leurs pratiques économiques et sociales », alors qu'il faudrait commencer « par respecter la loi, qu'il s'agisse des droits des travailleurs ou de la fiscalité ».

La gestion de la question immobilière à Shanghai, vitrine internationale de la flamboyante modernité chinoise, reflète les mêmes logiques. Valérie Laurans y observe une phase de réformes libérales qui déclenche un extraordinaire boom urbain, puis une volonté politique d'en juguler les effets négatifs, liés aux opérations d'éviction et à la hausse spéculative des prix immobiliers. On retrouve là la tentation pragmatique, qui permet par exemple à la politique d'éviction des habitants du centre-ville d'offrir des dédommagements marchandés au coup par coup. La question est de savoir si de tels « accords de circonstance » peuvent suffire. Déjà, on voit le pouvoir prendre des mesures techniques : conditions de prêts plus exigeantes pour l'achat de grands appartements, taxes sur les reventes rapides et sur les plus-values, obligations faites aux gouvernements locaux de réserver une majorité de terrains constructibles à des logements accessibles aux non-privilegiés. Outre la classe ouvrière, les classes moyennes se trouvent en effet menacées à leur tour par un emballement porté par des facteurs structurels : surchauffe de l'économie, abondance des liquidités chez les plus fortunés, faible coût du crédit.

Loin des villes, ou au contraire trop proches d'elles pour échapper à leur faim de terres, et longtemps négligées à leur profit, les campagnes chinoises attirent à leur tour l'attention des pouvoirs publics en ces temps d'ajustement aux effets des réformes. La rhétorique, là encore, est à l'affiche. Le pouvoir appelle désormais à « l'édification de nouvelles campagnes socialistes ». Quel sens peut avoir cette formule, alors que la décollectivisation n'a pas bénéficié à tous ? Sébastien Colin évoque ici une Chine rurale hétérogène mais aussi des « campagnes en colère » face aux réquisitions foncières, aux charges fiscales, aux aléas d'un exode rural qui n'est pas toujours choisi. En supprimant, quand sont en cause les petites villes, la nécessité du permis de résidence qui s'imposait autrefois aux migrants légaux, le

5 - Voir sur ce point Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, n° 88, mars-avril 2005, p. 38-40.

gouvernement cherche à encourager de nouvelles relations villes-campagnes sans libérer pour autant les flux orientés vers les grandes métropoles. Mais beaucoup reste à faire, dans des campagnes « qui n'ont pas pleinement profité de la fulgurante ascension économique du pays durant la décennie 1990 » : campagnes où 58 % de la population chinoise n'a consommé qu'un tiers des produits de détail achetés en Chine en 2005. Les priorités définies par le Parti en 2004 – augmenter les revenus paysans – et en 2005 – accroître la productivité agricole – relèvent de politiques à long terme. Il n'est pas certain, dans ce contexte, que les élections de comités villageois instaurées à la fin des années 1990 suffisent à trouver les bonnes réponses.

C'est enfin la question de l'enseignement qui retient l'attention de Michel Grenié et d'Agnès Belotel-Grenié. En Chine comme ailleurs, l'éducation est « le terrain des contradictions et des fractures qui traversent la société ». L'effort de massification n'empêche pas les inégalités régionales et les disparités villes-campagnes de croître. L'ouverture de l'enseignement au secteur privé n'est pas en soi garantie de qualité. Les réformes se succèdent, à tous les niveaux, sans toucher assez à la pédagogie, et sans ouvrir encore l'université à plus de 20 % d'une classe d'âge. Or, rappelait Valérie Niquet dans un récent billet, « les autorités chinoises appellent à un “Grand bond en avant technologique”, qui permettrait à la Chine d'être plus autonome en matière d'innovation », afin d'échapper à l'emprise japonaise sur une large part des transferts de technologie, tandis que « les entreprises étrangères demeurent à l'origine de 80 % des exportations de biens à haute valeur technologique ajoutée »⁶. L'enjeu du système d'enseignement, de l'école primaire aux études doctorales, est donc bien essentiel, même si la qualification des jeunes augmente sans conteste. Au croisement des impératifs socio-économiques et de la nécessaire compétitivité chinoise sur le marché mondial de l'économie de la connaissance – où l'Inde marque des points, tout en étant en retard sur la Chine en matière d'alphabétisation –, l'éducation touche aussi à une corde sensible : l'aspiration des familles à préparer un avenir meilleur pour les jeunes générations. C'est aussi sur cette question que les citoyens chinois jugent la politique de ceux qui les gouvernent.

Après l'analyse de quelques thèmes significatifs des évolutions en cours – l'entreprise, la poussée urbaine, les campagnes, l'enseignement – l'entretien conduit avec Jean-Luc Domenach et François Godement offre un panorama élargi à de multiples questions : la nature du leadership, « manière de directoire presque anonyme qui veut à la fois continuer à profiter de sa position tout en comprenant, comme la bourgeoisie française du Second Empire, qu'il va falloir maintenant jouer serré pour que le système dure » ; le défi démographique, objet de nouveaux débats qui s'interrogent « sur les effets du vieillissement de la population, et sur le malaise qu'il pourrait engendrer » ; la place de l'armée, qui entend tirer un maximum de bénéfices de sa capacité à légitimer le régime au nom de l'intérêt national ; les défaillances de l'administration locale, « extraordinairement avide » et pourtant appelée à intervenir pour atténuer les contre-effets des réformes.

6 – Valérie Niquet, « Chine : l'autorité du pouvoir central et le contrôle de la surchauffe », *Lettre du Centre Asie Ifri*, n° 7, 7 juin 2006, www.ifri.org.

Au total, plusieurs constats se dégagent. En premier lieu, le pouvoir chinois a pris conscience que le modèle de croissance forte qui marque la Chine depuis un quart de siècle n'est plus durable, ni économiquement, car il fait fi des impératifs du développement durable, ni politiquement, car les inégalités sociales et régionales, qui vont croissant, pourraient mettre en péril les paramètres assurant la pérennité du Parti communiste. En second lieu, ce même pouvoir cherche à inventer, à tous les niveaux, les moyens de préserver cette pérennité. D'un côté, il reste le point de référence de nombreuses élites qui le rejoignent sans nécessairement partager l'idéologie officielle. De l'autre, il met en œuvre, à de multiples échelles, une véritable « ingénierie sociale » qui pour l'heure réussit à réduire ou à contenir les mécontentements. S'il existe chez certains perdants des réformes une part de nostalgie du maoïsme, il faut aussi noter des avancées dues à la professionnalisation des corps, et à l'ouverture de nombreux Chinois vers le monde extérieur. La tendance est assez forte pour qu'apparaisse, très différent des espoirs manifestés en 1989 place Tiananmen, « un courant démocratique qui campe sur des positions légales et qui considère que la transition vers l'État de droit est inéluctable et qu'elle s'opèrera peu à peu, par des mécanismes d'arbitrage, des procédures, des quêtes d'équilibre permettant à la société de devenir beaucoup plus régulée qu'elle ne l'a jamais été ». Entre-temps, la libéralisation de l'économie n'entraîne en rien un dépérissement de l'État, qui met bien plutôt en œuvre une consolidation technocratique et un encadrement du marché en même temps qu'il le réforme. Il lâche du lest ici ou là, laisse s'installer des marges de manœuvre, tout en contrôlant tout ce qui peut être ferment de contestation insidieux – Internet – ou mouvement hétérodoxe – le Falungong. Mais il équipe aussi le territoire, fût-ce par des opérations suscitant des controverses, en investissant massivement dans les transports (la ligne ferroviaire Pékin-Lhassa, achevée en juin 2006, ou l'explosion du trafic aérien) et dans l'énergie (le barrage des Trois Gorges, terminé en mai 2006). Et il décide finalement, cette même année, d'engager un financement massif – 175 milliards de dollars en cinq ans – pour la sauvegarde de l'environnement.

Au-delà de la rhétorique d'un pouvoir conscient des tensions qui nourrissent une « crise sociale larvée⁷ », certains observateurs voient dans l'invocation d'une « société harmonieuse » un retour de concepts confucéens, bien éloignés de la lutte des classes. Cette invocation de l'équilibre et de la morale civique peut aussi, naturellement, n'être qu'instrumentalisation d'un patrimoine culturel remis partiellement au goût du jour. Car la lutte contre la corruption engagée aujourd'hui par le président Hu Jintao à haut niveau⁸ cherche aussi à engranger des dividendes politiques à un an du XVII^e Congrès du Parti qui, à l'automne 2007, devrait assurer sa réélection à la tête de l'État. De la même façon, l'effort tardif en faveur d'un environnement terriblement dégradé invoque officiellement la culture traditionnelle chinoise

7 – Frédéric Bobin, « L'encombrant fantôme de Mao », *Le Monde*, 8 septembre 2006.

8 – La plus récente des victimes illustres de cette campagne anti-corruption est Cheng Liangyu, membre du bureau politique et chef du Parti à Shanghai – et à ce titre, chef de file de la tendance incarnée jadis par Jiang Zemin. Cheng est tombé le 25 septembre 2006 pour des malversations sur des fonds de retraite.

« qui met l'accent sur l'harmonie entre l'homme et la nature⁹ », mais prend en réalité en compte la montée des incidents violents suscités à travers le pays par les dégâts environnementaux.

L'avenir de la transition chinoise reste au total objet de débat. Jean-Luc Domenach, dans l'entretien ici publié, souligne « l'importance psychologique et politique décisive de la croissance, et plus encore de l'espoir de croissance ». Il définit ainsi « l'assise principale de ce régime : l'espoir qu'il donne dans l'avenir ». En découle un principe qui conclut son propos : le taux de croissance doit demeurer très élevé pour que le système politique tienne, alors même que les aspirations de la population augmentent. Le succès de la voie choisie serait donc, *a minima*, incertain. D'autres analystes prédisent plus résolument l'échec annoncé du gradualisme réformateur étatique mis en place par les dirigeants chinois. Ainsi, Minxin Pei souligne-t-il les « limites du développement autocratique ». Pour lui, les réformes ne conduisent pas à une libéralisation politique. Au contraire, la croissance, légitimant le pouvoir en place, permet à celui-ci, par un processus qualifié d'« adaptation illibérale » de coopter de nouvelles élites. Mais le problème vient précisément de ce que ces élites, à travers le pays, tendent à servir leurs intérêts portés par un « État prédateur décentralisé », plutôt que ceux de la nation. Les contradictions soulevées par une croissance dont les coûts sociaux et environnementaux s'ajoutent aux incertitudes structurelles des fondamentaux économiques ne définiront dès lors qu'une « transition piégée », vouée soit à l'échec, soit à une crise majeure¹⁰.

Ce diagnostic pessimiste – ou optimiste pour ceux qui pensent qu'une telle crise pourrait seule accoucher de la démocratie – renvoie en un sens aux critiques de Jean-Louis Rocca évoquées plus haut. La voie du succès est-elle univoque, toute tracée par le paradigme occidental ? Ou l'avenir de la Chine va-t-il inéluctablement suivre une voie particulière, qui devrait quelque chose à ce que François Jullien appelle le « double clavier » chinois, la « biculturalité » née de la coexistence et de la superposition de façons de penser chinoises et d'influences occidentales ? C'est une invitation à s'interroger sur les valeurs premières : la liberté et la vérité portées par la tradition européenne, ou la sagesse du juste milieu, confucéenne ou taoïste, qui accepte l'ordre : « hier, c'était le prince, aujourd'hui, le parti¹¹ ». Les critiques formulées à l'encontre de Jullien dénonceront là un culturalisme philosophique, plus prompt à souligner les différences que les points communs. Reste que cette problématique, invoquant l'histoire des idées pour analyser les complexités du présent, s'inscrit bien dans le grand jeu qui, après l'expansion des Lumières, le colonialisme, la guerre froide et l'affirmation de l'hyperpuissance américaine, voit la mondialisation lancée par l'Occident présider à la ré-émergence des vieilles puissances d'Asie :

9 – Pan Yue, vice-ministre de l'administration d'État pour la protection de l'environnement, cité par Bruno Philip, « Pékin alloue un gros budget à la protection de l'environnement », *Le Monde*, 23 juillet 2006.

10 – Minxin Pei, *China's Trapped Transition : the Limits of Development Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

11 – François Jullien, « La Chine au miroir de l'Occident », *Le Monde diplomatique*, octobre 2006, p. 22-23.

la Chine d'abord, et derrière elle l'Inde. Les dialectiques emboîtées qui président à ces transformations, celle de l'interne et de l'externe comme celle du politique et de l'économique, laissent sans doute place à plusieurs lectures du parcours chinois. L'ambition de ce dossier était plus modeste : aider à dessiner un état des lieux, sans excès d'honneur ni d'indignité. Faire part des interrogations qui entourent la grande transformation chinoise ne veut pas dire que le pays ne saura pas y trouver de réponses. Chacun comprend bien à cet égard que l'enjeu de la transition en cours dépasse la seule Chine, dont le destin dessinera pour une bonne part celui du monde, alors même qu'il sera aussi, pour partie, défini par la dissémination dans l'ex-Empire du Milieu d'influences étrangères : il n'y a pas de muraille de Chine qui puisse être à jamais efficiente.

Variations

Si la Chine n'a pas vu encore émerger une active société civile, celle-ci s'est développée dans la démocratie indienne, mais aussi chez son voisin pakistanais, où le retour régulier des militaires au pouvoir n'a pas empêché des minorités actives d'agir. C'est au carrefour des initiatives de la société civile voulant faire entendre une voix pacifique dans un sous-continent marqué par des conflits récurrents, et de l'instrumentalisation par le pouvoir militaire de groupes non-étatiques, que s'inscrit l'analyse de Laurent Gayer sur « la privatisation de la politique étrangère » en Asie du Sud. La formule recouvre des processus très divers, voire opposés, qui relèvent de deux grands types : les « diplomaties privées » de groupes ethniques ou idéologiques œuvrant en faveur d'un objectif distinct de celui du pouvoir dominant, et les opérations de « sous-traitance diplomatique ou stratégique » initiées par l'État qui s'avance plus ou moins masqué. Une sous-traitance qu'illustrent aussi bien le bon usage des sportifs, dans la « diplomatie du cricket » par exemple, que le recours aux groupes radicaux de combattants du *jihad*, menant au Cachemire indien ce que New Delhi appelle une « guerre par substitution ». Pacificateurs privés ou combattants sans uniforme dessinent ainsi de nouvelles limites au pouvoir d'État. Tantôt ils cherchent à l'influencer. Tantôt ils le servent, non sans risques éventuels pour la puissance publique, quand entrent en scène des acteurs qui n'obéissent pas seulement à leurs commanditaires, mais aussi à une idéologie transnationale, celle de l'islam radical combattant par exemple.

Frontière, *jihad* : sous les mêmes mots, c'est une tout autre réalité qu'analyse, aux confins sahariens du Sud marocain, l'ethnologue Romain Simenel. Une confédération de tribus, les Aït Ba'amran, y occupe un territoire marqué par le souvenir de la présence chrétienne – combattue, en dernier épisode, par « les martyrs de 1957 » opposés à l'occupation espagnole. Mais la vraie nature de cette terre, celle qui donne son sens à l'espace vécu des tribus, ne se résume pas en ce *jihad* pré- ou anti-colonial. Il faut la retrouver dans un rapport complexe à l'histoire d'une région sans autochtones. Tous sont supposés être venus d'ailleurs, jadis, y compris les saints dont les mausolées, aux frontières des zones tribales, dessinent moins une ligne de fracture qu'ils ne définissent « un espace de médiation permettant de gérer les conflits tribaux et d'assurer le passage du commerce ». Aujourd'hui, la dialectique entre espace et histoire nourrit de nouveaux enjeux géopolitiques, car au sud des

terres des Aït Ba'amran sédentaires berbérophones commence le désert des Sahraouis nomades arabophones. L'ancien Sahara espagnol, annexé par le Maroc en 1975, reste objet de contestation, et ce qui n'est pour Rabat que limite interne des « provinces sahariennes » est défini comme frontière par bien d'autres pays, à commencer par le voisin algérien. « Frontière », ce mot qui semble si précis, recouvre donc bien des réalités diverses, dans des chevauchements où les grandes divisions naturelles, la fine trame des espaces vécus, les différences de mode de vie et les appartenances linguistiques comptent autant que les traits dessinés au cordeau sur les vieilles cartes d'état-major.

Jean-Luc Racine